

L'école aux quotidiens

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, **entrées libres** interroge une personnalité du monde scolaire. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée. Et vous, qu'en pensez-vous?



Photo: François TEFNIN

pas mal, mais s'il a 12 alors que la moyenne de la classe est de 19, il y a un problème!"

Maintenant, est-ce la meilleure solution? Certainement pas, pour M. ROMAINVILLE: "L'information utile à avoir serait l'écart entre le niveau de l'enfant et les socles de compétences. Mais cela, même le prof ne le sait pas! Seule une épreuve externe pourrait le dire, mais cela ne semble pas être à l'ordre du jour".

D'autre part, M. ROMAINVILLE estime que cette information peut faire réfléchir les enseignants sur leurs propres pratiques.

■ **Jean-Marie DEMOUSTIER**, département pédagogique de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique:

"Favoriser la transparence et la lisibilité du bulletin est certes nécessaire", explique-t-il. La moyenne de la classe le permet-elle vraiment et donne-t-elle une information susceptible de "corriger le tir" chez un élève, si besoin est? Ce n'est pas si sûr.

"Tout d'abord, les compétences - qui font aujourd'hui l'objet des apprentissages scolaires - sont plus difficiles à évaluer que la restitution de savoirs. Faire une moyenne par rapport à cent savoirs à mémoriser est chose très aisée. Mais à quoi se réfère-t-on quand on mesure la maîtrise d'une compétence? Au niveau de la classe? Aux compétences terminales à atteindre? L'information utile, n'est-ce pas l'écart entre ces compétences terminales visées et la production de l'élève?"

Cela permettrait de détecter le

l'enfant de se situer par rapport aux autres élèves, dit Toni PELOSATO, chef de cabinet. Nous allons ouvrir le débat à la rentrée". De toute façon, la décision ne devrait valoir que pour le réseau de la Communauté française, la question du bulletin faisant partie de l'autonomie pédagogique des PO.

Et vous, qu'en dites-vous?

■ **Marc ROMAINVILLE**, responsable du Service de pédagogie universitaire des FUNDP:

"Je ne vois pas d'inconvénient à ce que l'on ajoute cette information dans les bulletins. Si on souhaite favoriser la transparence, pourquoi pas! Cela ne doit pas être un secret! La moyenne peut au moins donner une idée du niveau de l'élève: s'il obtient 12/20 avec un prof exigeant, c'est déjà

LA LIBRE

13/07/2005

MOYENNE: LE RETOUR?

Faut-il indiquer la moyenne des points de la classe dans les bulletins? Selon *La Libre* du 13 juillet dernier, c'est en tout cas le souhait de l'Association des parents luttant contre l'échec et l'abandon scolaires. Ce serait pour eux l'occasion de situer le niveau de leur progéniture. "Lorsque nous recevons les points de notre enfant, nous voyons une cote qui nous indique uniquement s'il a atteint les objectifs fixés par le professeur. Avec cette seule cote, nous restons sur notre faim!". Le cabinet de la Ministre ARENA, interpellé à ce sujet, semble ouvert à la discussion: "Il n'est pas inutile que le bulletin permette à

degré de maîtrise à un moment du parcours d'apprentissage. S'il était malgré tout possible d'établir une moyenne d'acquisition des compétences, cette information serait davantage utile aux enseignants. De plus, derrière la demande d'une moyenne, ne peut-on pas entendre aussi une remise en cause de la confiance faite aux enseignants?"

Enfin, l'évaluation des compétences peut également s'effectuer autrement qu'en points... "Et souvent, de manière plus précise pour en tirer une information utilisable pour l'élève et ses parents. N'est-ce pas cela, la transparence?", conclut J.-M. DEMOUSTIER.

LA LIBRE

18/08/2005

DES ENSEIGNANTS BIEN COTÉS

Le 18 août, *La Libre* publiait les résultats d'un sondage mené dans 18 pays européens, ainsi qu'aux États-Unis et en Turquie, sur l'indice de confiance accordé par la population à différentes catégories professionnelles. Résultat: en Belgique, 87% de confiance envers les enseignants, deuxième meilleur résultat derrière les médecins (91%). Dans d'autres pays, les enseignants obtiennent une cote encore plus élevée, comme en Finlande (97%) ou en Turquie (94%).

À propos de la bonne position des enseignants, *La Libre* reprenait la réaction de Marc JACQUEMAIN, sociologue à l'ULg: "Il s'agit d'une profession où les contacts sont très personnels. L'enjeu qui concerne les enfants est précieux. Par ailleurs, les enseignants sont perçus comme une profession martyre, victime d'une politique de subsides «chiche», d'un climat scolaire toujours plus violent".

Et vous, qu'en dites-vous?

■ Prosper BOULANGE, Secrétaire général de la CSC-Enseignement, constate d'abord un paradoxe entre les résultats de ce sondage et la réalité. "Les enseignants sont, d'une certaine façon, les symboles de l'autorité, mais celle-ci apparaît souvent comme contestée. D'autre part, diverses études sociologiques présentent l'école comme une institution en déclin, et les enseignants en sont les premiers représentants".

Par ailleurs, P. BOULANGE voit aussi dans ces résultats la reconnaissance implicite que l'école reste un profond facteur d'ascension sociale. Et, selon lui, ce n'est pas un hasard si les enseignants et les médecins arrivent en tête de ce classement. Ne voit-on pas dans les enfants le symbole même du prolongement de soi? Enfin, il remarque que "malgré le passé de dénigrement de l'institution «école» en Communauté française et les mesures vexatoires à l'égard des enseignants, l'indice de confiance reste particulièrement élevé!".

sociale et familiale comparable, les enfants d'immigrés ont des chances au moins égales à celles des autres élèves de préparer un baccalauréat général et présentent un risque moins élevé de sortie précoce du système éducatif que les autres".

Et vous, qu'en dites-vous?

■ Felice DASSETTO, professeur à l'UCL et responsable du Centre d'études de l'islam dans le monde contemporain:

"Le constat d'une «meilleure réussite» des enfants d'immigrés devrait être nuancé. Parler de moyenne masque le fait que, par rapport à des populations socio-économiquement comparables, les trajectoires des enfants issus de l'immigration sont plus éclatées: certains prolongeant le parcours initié par la mobilité des parents, d'autres subissant le contrechoc d'une adaptation mal réussie et de conditions de vie difficiles. Force est de constater qu'il existe un déficit d'analyses approfondies qui permettraient de comprendre cet écartèlement".

Ensuite, l'analyse en terme d'immigrés n'est pas totalement pertinente. Pour F. DASSETTO, "si le terme d'immigration a un certain sens pour qualifier la première génération, il en a moins lorsqu'on parle des suivantes. D'autres facteurs interviennent alors, comme la conjoncture spécifique, ou encore les traditions familiales. Peut-être, implicitement, cette étude pense-t-elle surtout aux populations maghrébines et turques, dont la deuxième et la troisième générations marquent tout autant la réalité sociale que l'imaginaire?".

Dernière remarque relative à l'orientation: "Les analystes considèrent de manière socialement plus positive l'orientation vers les filières générales que vers les filières techniques et professionnelles. Il serait temps de questionner cette hiérarchie sociale implicite...".

BRIGITTE GERARD, BÉATRICE GEORGERY

LE MONDE

02/07/2005

L'ÉCHEC SCOLAIRE EN TROMPE-L'ŒIL DES ENFANTS IMMIGRÉS

Les enfants d'immigrés s'en sortent mieux qu'on ne le croit... *Le Monde* du 2 juillet fait écho à l'enquête menée par le Ministère français de l'Éducation nationale auprès de 16.701 élèves. Cette enquête conduit Jean-Paul CAILLE à conclure: "À situation

La Libre BELGIQUE
MARDI 18 AOÛT 2005

A qui faites-vous le plus confiance?

Médecins	91%
Enseignants	87%
Avocats	75%
Journalistes	55%
Politiciens	52%
Clergé	47%
Journalistes d'opinion	40%
Chefs d'entreprises	41%
Politiciens	24%

Une enquête menée dans 18 pays indique les indices de confiance que réservent une série de professionnels - de médecins à journalistes en passant par le clergé - à l'égard de la population.

Les Belges pour leur part font une grande confiance à leurs médecins et à leurs enseignants, tandis que les politiciens et les chefs d'entreprises affichent de moindres résultats.